



Soutenez. Ne Punissez Pas

Communiqué de presse

Santé publique, loi de 1970

POLITIQUES DES DROGUES : CHANGER DE PARADIGME POUR ENFIN ÊTRE EFFICACE

Comme depuis plusieurs années, en Bretagne et à l'occasion de la journée d'action mondiale Support don't punish¹, le 26 juin, un ensemble de structures d'accompagnement des usager·e·s de drogues se réunit pour défendre une approche basée sur la santé publique et les droits humains. Il est composé, cette année, des CAARUD² d'Ille-et-Vilaine et du Finistère (coordonnés par l'association Aides), du CAARUD du Morbihan (administré par l'association Douar Nevez) ainsi que du collectif Orange Bleue.

Les politiques de pénalisation des drogues ont échoué à faire baisser la vente et la consommation. Mises en place par l'instauration de la loi de 1970, ces politiques très répressives ont encore été renforcées par une réforme en 2019. Cela fait de la France un pays avec un lourd arsenal législatif, et une politique parmi les plus dures d'Europe. 913 millions d'euros sont dépensés chaque année³ pour la répression, pourtant les Français sont aujourd'hui les premiers consommateurs de cannabis européens et les troisièmes pour la cocaïne⁴.

La criminalisation actuelle nourrit la stigmatisation des usagers et usagères, et par prolongement complique leur accès aux soins. Cela a des conséquences dramatiques sur l'état de santé des consommateurs et consommatrices : 10% des usager·e·s de drogues vivent avec le VIH, quand 40% sont porteurs d'une hépatite C. Ces conséquences désastreuses se font tout particulièrement sentir dans les pays ayant des législations très répressives, et sont en fait corrélées.

Nos associations critiquent ce paradigme, tout comme l'Organisation Mondiale de la Santé. Au quotidien, il complique notre travail pour la réhabilitation psycho-sociale des consommateurs et consommatrices. D'autres modèles sont possibles, comme au Portugal, où a été dépénalisé l'ensemble des drogues en 2001. Les conclusions scientifiques à propos de ce nouveau modèle sont positives, démontrant une réorientation massive des moyens humains et financiers vers la prise en charge sanitaire⁵.

Aujourd'hui, nos associations dénoncent les réponses politiques fondées sur des idéologies mortifères et inefficaces. Il est urgent de débattre de la réduction des risques, de la prévention et de la promotion de la santé, et de le faire en respectant la dignité et l'humanité des personnes consommatrices.

Les données sont connues. **Alors soutenons ! Ne punissons pas !**

L'association Aides, le CAARUD Pare-à-ChuteS et le collectif Orange Bleue seront présentes place Hoche à Rennes le dimanche 26 juin (de 14h à 18) pour échanger avec le public et la presse. Au programme : dépistages, ateliers pédagogiques sur la réduction des risques et vulgarisation des connaissances actuelles.

Contacts :

Collectif Orange Bleue :

Blandine RAITIERE, coordinatrice du dispositif,
06.08.10.30.12 - coordination@orangebleue.org

CAARUD Pare-à-ChuteS :

Denis FAUVEL, Infirmier
06.33.60.77.70 - denis.fauvel@douarnevez.com

Association Aides :

Sonia MOREAU, Responsable Régionale,
06.29.97.46.02 – smoreau@aides.org

1 - Support don't punish est une campagne de plaidoyer en faveur d'une politique en matière de drogues fondée sur la santé et les droits humains. Plus d'informations sur : <https://supportdontpunish.org/fr/>

2 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues. Ce sont des établissements médico-sociaux pratiquant un accueil inconditionnel et qui proposent une palette d'initiatives : accueil collectif ou individuel, médiation en santé, programmes d'échange de seringues, accès au logement et à l'insertion, formation des professionnel·le de santé, veille en matière de drogues...

3 - Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives, rapport "Le coût social des drogues en France"

4 - Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, rapport annuel 2015

5 - Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives, rapport "Dépénalisation des drogues au Portugal : bilan 20 ans après"

www.aides.org